



Westminster & City News

NUMÉRO 13

Du 27 mars au 2 avril 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

L'agence de notation Fitch Ratings a baissé la note d'émetteur à long terme du Royaume-Uni de AA à AA- – La dégradation de la note souveraine du Royaume-Uni reflète selon Fitch l'affaiblissement des finances publiques causé par les mesures annoncées lors du Budget du 11 mars et celles prises en réponse à l'épidémie, la dégradation des prévisions de croissance à court terme en raison du Covid-19, ainsi que l'incertitude à propos de la relation commerciale future entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Les perspectives ont également été abaissées à négatives. L'agence de notation estime que le PIB britannique pourrait se contracter de 4 % en 2020, sous l'hypothèse que les mesures de confinement soient levées au second trimestre. Selon le *Financial Times*, la dégradation de la note ne devrait pas avoir d'effet sur l'attractivité des obligations d'Etat britanniques. En effet, la notation souveraine du Royaume-Uni reste sept crans au-dessus d'une notation "junk".

Le gouvernement a révisé à la hausse le montant des ventes d'obligations d'Etat en avril – Un total de 45 Md£ de titres sera servi au mois d'avril contre 5 Mds initialement prévus en avril, avec quatre adjudications hebdomadaires additionnelles, non programmées lors du Budget. Ces *opérations exceptionnelles* doivent permettre de faire face au besoin de financement accru consécutivement aux mesures mises en place en réponse au Covid-19. Le Chancelier R. Sunak a en effet annoncé l'équivalent de 60 Md£ de mesures de soutien à l'économie en deux semaines comprenant des subventions aux entreprises, l'élargissement des allocations sociales, la prise en charge d'une partie du salaire des salariés et des indépendants, ainsi que le délai accordé pour le paiement de certaines taxes. Le gouvernement avait déjà annoncé lors du Budget du 11 mars l'émission d'obligations à hauteur de 156 Md£ au total pour l'exercice budgétaire 2020-21.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Les effets du Covid-19 se ressentent déjà sur le marché du travail – 950 000 personnes ont sollicité le bénéfice de la prestation sociale *Universal Credit* (qui regroupe six allocations sociales existantes) au cours des deux semaines suivant le discours du 16 mars de B. Johnson demandant aux Britanniques de rester chez eux. Cela représente des flux de demandes près de 10 fois supérieurs à la normale. Si toutes les demandes d'accès aux allocations sociales devaient s'expliquer par une perte d'emploi, cela signifierait une hausse du taux de chômage à hauteur de 6,7 % contre 3,9 % au début de cette année. Toutefois, la hausse des demandes pourrait également provenir de personnes ayant perdu une part de leurs revenus en raison d'une baisse du nombre d'heures travaillées, ou des personnes placées en chômage partiel pour la période de la crise. Selon *Capital Economics*, si le taux d'inscription au *Universal Credit* continuait d'augmenter à ce rythme, le taux de chômage britannique pourrait être supérieur à 10 % d'ici mi-avril, un niveau jamais atteint depuis 26 ans.

Le PMI manufacturier s'est établi à 47,8 en mars, en baisse par rapport au niveau de 51,7 de février et en dessous des estimations à 48 – L'indice d'activité manufacturière de Markit sous-estime probablement encore les effets du Covid-19. 88 % des réponses pour l'enquête de mars ont été reçues avant le 20 mars, c'est-à-dire avant la fermeture des magasins non-essentiels et la mise en place du confinement. Le PMI a également été soutenu de façon

contre intuitive par la disruption des chaînes logistiques ; l'indice du temps de livraison, à son plus bas en mars, est compté comme un effet positif sur l'activité dans le PMI car il implique habituellement que la demande est supérieure à l'offre. Le PMI manufacturier devrait diminuer en avril, mais résistera probablement mieux que celui des services grâce aux achats en ligne et les ventes de biens alimentaires.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

La FCA assouplit ses règles pour les entreprises fournissant des services financiers aux particuliers – Dans une [lettre](#) aux dirigeants des entreprises reconnaissant le besoin de flexibilité dans le contexte de crise actuel, le président par intérim de la FCA Christopher Woolard a informé que celles-ci pouvaient désormais vérifier l'identité de leurs clients en acceptant des documents scannés et des *selfies*, ou en demandant une confirmation à une tierce partie. Par ailleurs, la FCA a reporté au 30 juin 2020 la date limite pour la transmission des rapports sur l'exécution des ordres (« *best execution reports* ») et a assoupli ses exigences en matière de notification des clients en cas de dépréciation des portefeuilles. Dans une autre [communication](#), la FCA a voulu rassurer les titulaires de pensions, dont l'épargne a pu être impactée par la récente volatilité sur les marchés. Elle a appelé les détenteurs de produits à long-terme à éviter de prendre des décisions hâtives, et les a mis en garde contre les tentatives d'escroqueries, en augmentation depuis le début de la crise.

Le secteur financier salue la décision d'assouplir les règles relatives aux levées de fonds – Sous le régime actuel de droit de préemption (« *pre-emption rights* »), les entreprises cotées souhaitant lever des fonds à travers une émission de titres peuvent le faire, à hauteur de 10% du capital, sans avoir à obtenir l'aval de leurs actionnaires existants. [Pre-Emption Group](#), un groupe de travail composé de représentants d'entreprises cotées et d'investisseurs sous l'égide du *Financial Reporting Council* (FRC), a recommandé que cette limite soit temporairement rehaussée à 20 % (jusqu'à fin septembre 2020). Cette mesure, qui permettra aux entreprises de lever des fonds plus rapidement grâce au soutien de leur actionnariat, a été [saluée](#) par l'Investment Association et l'Association for Financial Markets in Europe.

La FCA propose aux banques de soutenir davantage les ménages affectés par la crise – Selon la [FCA](#), les banques pourraient mettre en place un moratoire des remboursements sur les emprunts et les cartes de crédit pour les ménages en difficulté, dont les revenus auraient été réduits par la crise. La FCA propose également que les banques mettent à disposition des clients un découvert bancaire de 500 £ sans intérêt pendant trois mois. Enfin, les banques devraient s'assurer que les notations de crédit des consommateurs ayant recours à ces mesures ne soient pas dégradées. La FCA mènera des consultations sur ces propositions pendant le week-end avec les principaux acteurs bancaires. Si approuvées, ces mesures pourraient entrer en vigueur dès le 9 avril.

UK Finance alerte contre les fraudes prospérant autour de l'épidémie de coronavirus – La fédération professionnelle du secteur financier a noté une recrudescence de *smishing*, pratique consistant en l'utilisation par des criminels de SMS se faisant passer pour d'autres organisations pour inciter les gens à donner leurs informations personnelles et financières, ou transférer des fonds. Ces SMS frauduleux prétendent souvent provenir de services gouvernementaux, de banques ou d'autres organisations de confiance, proposant des paiements liés à l'épidémie de coronavirus ou prétendant infliger des amendes. Les messages contiennent souvent un lien vers de faux sites internet ou peuvent apparaître dans une chaîne de textes à côté de messages authentiques (technique du *spoofing*). Les consommateurs sont appelés à la prudence, en utilisant la technique et les ressources de la campagne de sensibilisation [Take Five and Stop](#), avant de procéder à une quelconque opération et à rapporter toute transaction suspecte à son établissement bancaire.

Gestionnaires d'actifs et fonds d'investissement continuent de subir les effets de la crise du Covid-19 – Le gestionnaire d'actif M&G renonce à ses plans de réduction d'effectifs annoncés il y a moins d'un mois. La décision de réduire les coûts de personnel s'inscrivait dans le cadre d'un programme de transformation quinquennal qui visait à réaliser des économies annuelles de 145 M£ d'ici 2022. L'entreprise a rassuré ses 6 000 employés sur son objectif d'assurer leur sécurité financière et de ne placer personne en chômage partiel. M&G continuera néanmoins à examiner toute demande de départ volontaire en cours. Dans le même temps, l'un des plus grands fonds d'obligations de Jupiter a vu ses actifs chuter de 1,7 Md€ en mars, la crise du Covid-19 ayant poussé les investisseurs à fuir les produits obligataires.

BANQUES & ASSURANCES

Sous la pression de la PRA, les grandes banques renoncent à verser des dividendes – Mardi soir, Lloyds, RBS, Barclays, HSBC, Santander et Standard Chartered [ont annoncé](#), en réaction à un courrier du régulateur, qu'elles annuleraient le versement des dividendes restants pour 2019, et suspendraient leur distribution au titre de l'année 2020. Les banques ont également renoncé à entreprendre des rachats de parts. Le capital préservé grâce à la rétention des dividendes non-versés – d'une valeur totale de 15,6 Md£ – leur permettra de répondre aux besoins des ménages et entreprises britanniques touchés par la crise. La [PRA](#), qui a exercé une forte pression pour que les banques agissent dans ce sens (sans pour autant interdire formellement le versement des dividendes), s'est félicitée de cette décision, en ajoutant qu'elle s'attendait à ce que les banques ne versent aucune prime numéraire à leurs hauts dirigeants. Mercredi, les cours des actions bancaires ont lourdement chuté (- 9% pour HSBC, - 7% pour Standard Chartered et Barclays et - 5% pour Lloyds et RBS). Chez HSBC, qui réalise plus de 80 % de son bénéfice avant impôts en Asie, et dont un tiers des parts sont détenues par des particuliers hongkongais, cet épisode a de nouveau fait émerger le débat sur la localisation du siège social.

Les banques peinent à rassurer sur la mise en œuvre effective du plan de soutien aux entreprises – Alok Sharma, secrétaire d'Etat au commerce, a [jugé](#) inacceptable le refus par certaines banques d'accorder des prêts aux entreprises en difficulté. La fédération professionnelle UK Finance a fermement [contesté](#) ces critiques, confirmant l'engagement du secteur financier à tout mettre en œuvre pour soutenir ses clients particuliers, notamment dans l'octroi d'un gel du paiement de crédits hypothécaires jusqu'à trois mois, d'un moratoire sur toute reprise de logement et d'achat-location et l'augmentation de la limite de dépenses par carte sans contact à 45 £. Quant aux PME, UK Finance conteste que certaines banques demanderaient des garanties personnelles aux bénéficiaires du *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme*. Pourtant, *Corporate Finance Network* rapporte qu'1/5 des PME pourraient fermer d'ici un mois et que 18 % ne seraient pas en mesure d'obtenir des liquidités dans les quatre prochaines semaines. Un tiers des PME britanniques ne pourraient pas survivre à un confinement de trois mois.

Barclays compte devenir une banque à zéro émission carbone d'ici 2050 – La banque britannique se fixe un objectif d'au moins 100 Md£ de financement vert d'ici 2030 et annonce qu'elle va développer une « nouvelle approche » de ses activités commerciales et de financement dans tous les secteurs de son portefeuille. Elle prévoit d'investir 175 M£ au cours des cinq prochaines années dans l'innovation environnementale par le biais d'une nouvelle *Sustainable Impact Capital Initiative*. De nouveaux outils *open source* pour cartographier les gaz à effet de serre de son portefeuille devraient également être développés. Cette décision doit être validée en Assemblée Générale début mai. Si elle est approuvée, l'objectif *net zero* couvrira l'ensemble des activités de financement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 2 avril 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.